

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 14 MARS 1929

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Projet de Loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

(Voir les n° 124 (S. E. 1925), 341, 355 (session 1925-1926), 211 (session 1926-1927), 11, 58, 59 (session 1927-1928) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 23 et 30 juin 1926, 2 et 7 juillet 1926, 6, 7, 13, 21 et 22 décembre 1927, 18, 19 et 25 janvier 1928 et le n° 52 (session 1927-1928) du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN, président; ASOU, DE LEY, DISIÈRE, DU BOST, LECLERQ, LIGY, PAULSEN, VAN FLETEREN et TSCHOFFEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Le Projet de loi que la Chambre a adopté par 119 voix contre 10 et 23 abstentions est l'aboutissement d'une longue et consciencieuse étude.

M. Masson, Ministre de la Justice, en saisissait le Parlement dès le 14 février 1923. (Doc. n° 151.)

Dans sa forme primitive, le projet visait trois espèces de délinquants : les anormaux, les récidivistes, les adolescents.

Dès décembre 1924, deux rapports étaient déposés, l'un de M. Vandervelde, sur les mesures prévues à l'égard des anormaux (Doc. n° 37), l'autre du Comte Carton de Wiart, sur les récidivistes et l'adolescence coupable (Doc. n° 38).

Ces rapports concluaient l'un et l'autre à l'adoption du projet.

Les élections de 1925 survinrent sans que la Chambre ait pu s'occuper de la discussion des rapports.

Avant de saisir de nouveau le Par-

lement du projet ainsi rapporté, M. Tschoffen, Ministre de la Justice, pria le Comité permanent du Conseil de législation d'en faire l'examen.

Le 4 août 1925 (session extraordinaire, Doc. n° 124) il déposait sur le bureau de la Chambre le projet amendé selon les suggestions de ce Comité.

Les 9 et 10 juin 1926, le projet ainsi remanié était rapporté par MM. Soudan et Carton de Wiart (Doc. 335 et 341).

Un premier examen déterminait la Chambre à solliciter à nouveau l'avis de la Commission de la Justice sur certaines dispositions du projet qui avaient soulevé de vives oppositions.

Successivement, le 25 mai 1927 (Doc. n° 211) et au début de la session de 1927-1928 (Doc. n° 11), MM. Soudan et Carton de Wiart déposèrent un rapport complémentaire.

C'est dans cet état que la Chambre aborda l'examen définitif du projet auquel elle consacra les séances des 6, 7, 13, 21, 22 décembre 1927, 13, 19 et 25 janvier 1928.

Il ne paraît pas contestable que les textes arrêtés par elle améliorent les projets dont elle avait été saisie.

Trop de critiques, souvent justifiées, sont dirigées contre les méthodes de travail parlementaire pour qu'il ne soit pas équitable de noter qu'en cette matière, cependant délicate et complexe, la Chambre a fait preuve de prudence et de perspicacité.

* * *

Une remarque essentielle : toutes les dispositions qui dans le projet primitif se rapportaient à l'adolescence coupable ont été, par la Chambre, disjointes de l'ensemble.

Nous n'avons plus à nous en préoccuper.

Notre examen ne doit porter que sur les dispositions relatives aux anormaux et aux délinquants d'habitude.

* * *

Dès le début de ce rapport, une observation s'impose qui est commune aux deux parties du projet : nous sommes en présence d'un ensemble de dispositions qui doivent assurer une meilleure *défense sociale* contre les actes illicites dont se rendent coupables les anormaux et les récidivistes.

Si le projet se préoccupe de l'éducation intellectuelle et de l'amendement moral des délinquants, il s'attache surtout à protéger la collectivité, avec chacun des individus qui la composent, contre les méfaits de ces délinquants.

Il ne touche pas aux principes du Code pénal de 1867, basé exclusivement sur la notion de responsabilité, qui demeure et doit demeurer la base de la répression. Mais l'application de ces principes, sans être toujours favorable à ceux qui comparaissent devant la juridiction répressive, laisse trop souvent la société sans défense contre les conséquences de tares dont sont atteints certains de ses membres.

C'est avant tout cette lacune que le projet tend à combler.

* * *

La défense sociale contre les anormaux

Si on en excepte l'article 76, qui ne vise que les sourds-muets, le Code pénal de 1867 ne s'occupe des anormaux qu'en une seule de ses dispositions.

C'est l'article 71 qui décide « qu'il n'y a pas d'infraction lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait. »

La loi ne connaît donc comme anomalie mentale que la démence complète; encore le rôle du juge cesse-t-il lorsqu'il constate la démence du prévenu; il doit le renvoyer des poursuites et c'est au ministère public qu'il appartient de le faire colloquer.

Le prévenu colloqué est assimilé aux aliénés non délinquants; dès que le médecin de l'asile le déclare guéri, il est élargi et les lois des 18 juin 1850 et 18 décembre 1873 ne donnent au ministère public que des recours illusoires pour éviter cet élargissement.

Sous la législation actuelle, que fait-on des inculpés qui, sans être « déments » au sens de la loi, sont pourtant des déséquilibrés, des déficients mentaux dont la responsabilité s'atténue dans la mesure où leur raison, avec leur volonté, est atteinte ?

Généralement les tribunaux modèrent la peine dont sont frappés ces anormaux en leur faisant application de circonstances atténuantes déduites de leur responsabilité mitigée.

Ces décisions sont parfois injustes, elles sont presque toujours inopportunes et insuffisantes.

Le déficient mental est mis en prison, comme un délinquant sain d'esprit; la détention ne le guérit pas, elle n'agit pas sur son intelligence, elle risque d'être sur sa volonté d'un effet moindre que s'il était capable d'un plein discernement; il est libéré après avoir été

détenu d'autant moins longtemps qu'il est plus dangereux puisque moins apte de contrôler et de diriger ses actes.

Le projet tend à porter remède à cette situation par un ensemble de mesures qui ont pour but de dépister chez l'inculpé l'insuffisance mentale, de le mettre hors d'état de nuire, de lui assurer les soins spéciaux qu'exige son état, de telle sorte qu'il ne soit pas rendu à la société avant d'être à même de résister, s'il le veut, à l'appel de ses mauvais instincts.

Ce but est-il pleinement atteint? Il serait présomptueux de le proclamer.

On peut affirmer cependant que l'adoption du projet contribuera à mettre l'action des pouvoirs publics en meilleure harmonie avec, d'une part, les nécessités de la défense sociale et, d'autre part, les légitimes exigences d'une répression qui ne trouvera sa pleine efficacité et sa pleine justification qu'en s'accompagnant de l'amendement moral et de l'amélioration physique de l'inculpé.

CHAPITRE PREMIER.

De la mise en observation des inculpés.

Les articles 1 et 2 prévoient que, soit d'office, soit sur les réquisitions du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil, les juridictions d'instruction ou de jugement peuvent, avant qu'intervienne une décision définitive, placer l'inculpé en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

On a vu dans cette innovation une extension redoutable de la loi sur la détention préventive, dont l'application ne va pas, il faut le reconnaître, sans de regrettables abus.

Nous pensons que l'objection ne peut être retenue, étant donné les garanties dont s'accompagne la mesure critiquée

et les conditions auxquelles elle est soumise.

Résumons-les :

1^o La mise en observation ne peut être ordonnée que dans les cas où la loi autorise la détention préventive. (Voir la loi du 20 avril 1874, art. 1^{er});

2^o Et pour autant « qu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions »;

3^o Le placement en observation ne peut être ordonné que pour un mois. Il peut être renouvelé, mais sans jamais dépasser une période totale de six mois;

4^o La procédure est organisée de telle sorte que l'inculpé puisse utilement présenter ses observations soit personnellement, soit en se faisant assister d'un conseil;

5^o Le droit d'appel contre l'ordonnance de mise en observation est toujours réservé au ministère public et à l'inculpé;

6^o L'inculpé peut exiger la publicité des débats.

Cet ensemble de garanties est suffisant pour que le principe de la mise en observation soit maintenu.

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu d'apporter certaines rectifications de détail au texte adopté par la Chambre.

ART. 2.

Elle vous propose de supprimer les mots « soit d'office ».

On ne voit pas que, la loi prévoyant l'intervention du ministère public, de l'inculpé ou de son conseil, il soit nécessaire de prévoir que la mesure envisagée pourrait être prise spontanément par le juge.

Cette faculté serait du reste difficilement compatible avec les garanties prévues par les articles 3 et 5.

ART. 3.

Votre Commission propose d'ajouter un paragraphe 6 libellé comme suit : « L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation ».

ART. 6.

Les termes « chambre du conseil » sont impropres puisque, comme il semble, ils doivent signifier « la juridiction compétente statuant en chambre du conseil ».

Ces termes sont donc pris ici dans une acception différente de celle qu'ils ont aux articles 3 et 4 du projet et dans le Code d'instruction criminelle.

Votre Commission proposerait la rédaction suivante :

« La durée du placement en observation est d'un mois au plus.

» Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la juridiction qui a ordonné la mise en observation ou, si elle n'est pas en session, la chambre des mises en accusation peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le placement en observation puisse en aucun cas dépasser six mois.

» La procédure prévue pour la mise en observation par les articles 3, 4 et 5 s'applique aux demandes de prolongation.

» Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné, etc... »

CHAPITRE II.

De l'internement des inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale.

Un principe domine tout ce chapitre : l'internement des aliénés ou déficients mentaux n'est pas une peine.

Comme l'indique l'Exposé des motifs (séance du 4 août 1925, *Doc. n° 124*) « les anormaux sont traités non en délinquants mais en malades; c'est ce qu'a fait la loi du 15 mai 1912 à l'égard des enfants. L'internement est tout à la fois une mesure de défense sociale et d'humanité; l'anormal, mis hors d'état de nuire, est soumis à un régime curatif scientifiquement organisé. »

Aussi le chapitre II du projet, qui permet et organise l'internement, contient-il une innovation considérable.

Il prévoit que l'internement pourra être prononcé par une juridiction d'instruction.

Il en résulte que cette juridiction aura éventuellement à décider si l'inculpé a commis un fait qualifié crime ou délit par la loi, et s'il est dans l'état d'infériorité mentale déterminé par l'article 1^{er}.

La juridiction d'instruction est ainsi assimilée à la juridiction de jugement.

On a estimé qu'il était inutile et même cruel, dès que la certitude est acquise que l'intéressé n'est pas responsable de ses actes, de l'amener devant la juridiction de jugement.

Mais pour sauvegarder les droits de la défense, il est prévu que l'inculpé pourra exiger que des témoins soient entendus comme ils le seraient devant la juridiction de jugement et le droit d'appel lui a été réservé.

Il nous a paru utile de compléter les dispositions visant le droit d'appel.

La Commission propose de rédiger comme suit l'article 8 :

« Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

» Cet appel devra être interjeté dans les formes et les délais prévus par l'article 203 du Code d'instruction cri-

minelle et formé par déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

» Les décisions de la juridiction de jugement ordonnant ou refusant l'internement sont également susceptibles d'appel. L'appel sera soumis aux mêmes formes. »

CHAPITRE III.

Votre Commission s'est ralliée aux dispositions de ce chapitre.

Elle s'est demandé cependant si les raisons invoquées pour justifier l'intervention de la députation permanente dans la désignation d'un membre de la Commission prévue par l'article 13 sont judicieuses.

On ne voit pas bien l'utilité de l'intervention d'un corps politique en cette matière.

Par contre, cette Commission serait heureusement composée d'un magistrat, d'un médecin et d'un membre du barreau.

Nous vous proposons de libeller comme suit l'article 13 :

« Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une Commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un membre du barreau choisi par le Ministre de la Justice sur une double liste de trois noms présentée par M. le Procureur du Roi et le Bâtonnier de l'Ordre, et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.

» Les membres de la Commission sont nommés pour un an, etc. »

CHAPITRE IV.

Pas d'observation.

Il est entendu (art. 20) que l'interné pourra toujours se faire examiner par un médecin de son choix (art. 15).

Une observation de forme à l'article 22, paragraphe 2 :

Le terme « prorogation » paraît impropre.

« Proroger » c'est, d'après l'Académie, « prolonger le temps qui avait été pris, qui avait été donné pour quelque chose ».

On proroge un délai, un terme, une dispense, mais il faut dire pour quel temps. Le texte flamand du projet dit exactement « verlenging », ce qui n'implique nullement un nouveau terme de la même longueur que le précédent.

Or, si l'idée des auteurs du projet est de permettre le renouvellement de l'internement, pour le terme prévu à l'article 19, et telle paraît être leur idée puisqu'ils ne prévoient pas d'autre terme à l'article 22, il convient de dire à ce dernier alinéa :

« ... peut ordonner l'internement pour un nouveau terme, suivant les distinctions établies par l'article 19. »

CHAPITRE V.

L'examen de ce chapitre n'appelle qu'une observation touchant les articles 24 et 25.

C'est à la séance de la Chambre du 13 décembre 1927 (*Annales*, pages 108 et suivantes), qu'il a été question la première fois d'excepter de l'application des articles 24 et 25 (alors 22 et 23), les infractions politiques.

Des amendements de M. Soudan, inconnus avant cette séance, firent précéder ces deux articles des mots : « hormis pour les crimes et délits politiques », ce qui donnait le texte suivant :

« ART. 24 (ancien 22).

» *Hormis pour les crimes et délits politiques*, les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 54, 55 et 57 du Code pénal, sont mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du Gou-

vernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

» ART. 25 (ancien 23).

» *Hormis pour les crimes et délits politiques*, les récidivistes dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, *peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation*, à la disposition du Gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

» La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois de prison, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance. »

En seconde lecture, le 18 janvier 1928, on laissa tomber de l'article 24 la mention des *délits* politiques, les délits étant exclus par le texte même de l'article 24, celui-ci ne visant que la récidive de crime sur crime.

D'autre part, on écartait du même article 24, en seconde lecture, la mention de l'article 55 du Code pénal. Cet article 55 vise les crimes politiques. Or, comme disait M. Janson à la Chambre, le 18 janvier (*Annales*, page 180, 1^{re} colonne) « comme la pensée de la Chambre est de ne pas permettre que la récidive soit acquise quand il y a cumul d'un crime politique et d'un crime de droit commun, ou le contraire, il faut supprimer la mention de l'article 55 ». En d'autres termes (plus exacts que le mot « cumul » employé par le Ministre), si la Chambre

ne veut pas qu'en raison d'un crime politique antérieur, celui qui commet un crime de droit commun soit mis à la disposition du Gouvernement, elle ne veut pas non plus que l'individu condamné jadis pour un crime de droit commun, ait, s'il vient à commettre un crime politique, à subir pareille mesure.

On pourrait, à l'article 24 actuel, supprimer le mot « criminelle » qui est une redondance, puisque l'article ne vise que la récidive de crime sur crime.

Quant à l'article 25, il ne paraît pas douteux que l'exception prévue en tête de cette disposition doive, dans la pensée de la Chambre, s'appliquer à tout l'article, y compris l'alinéa 2, et qu'elle signifie que l'on doit faire abstraction des infractions politiques pour l'application de l'article.

On pourrait donc supprimer en tête de l'article 25, les mots « hormis pour les crimes et délits politiques » et introduire un alinéa qui formerait l'alinéa 3 de l'article 25 et qui serait conçu comme suit :

« Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques, ni lorsque la nouvelle infraction est politique. »

*
* *

Sous réserves de ces quelques observations, votre Commission est unanime à proposer au Sénat, l'adoption du projet.

Le Président,
ALEX. BRAUN.

Le Rapporteur,
PAUL TSCHOFFEN.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ART. 2.

A l'alinéa premier, à supprimer les mots « soit d'office ».

ART. 3.

Ajouter un sixième alinéa, libellé comme suit :

« L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation. »¹

ART. 6.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« La durée du placement en observation est d'un mois au plus.

» Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la juridiction qui a ordonné la mise en observation ou, si elle n'est pas en session, la chambre des mises en accusation peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le placement en observation puisse en aucun cas dépasser six mois.

» La procédure prévue pour la mise en observation par les articles 3, 4 et 5 s'applique aux demandes de prolongation.

» Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné, est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 7. »

ART. 8.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

ART. 2.

In het eerste lid de woorden « hetzij van ambtswege » te doen wegvallen.

ART. 3.

Een zesde lid toe te voegen, luidende :

« De verdachte mag steeds de zorgen van de door hem gekozen geneesheeren ontvangen en hun advies overleggen omtrent de gepastheid van zijn in observatiestelling ».

ART. 6.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« De observatietijd duurt ten hoogste één maand.

» Blijkt, na afloop van dezen termijn, de observatie nog onvoldoende, dan kan het rechtscollege dat de observatie heeft gelast, of, zoo het niet zetelt, de kamer van inbeschuldigingstelling, de verlenging voor ten hoogste één maand gelasten. Deze verlenging kan worden hernieuwd zonder dat de observatie in geen geval langer dan zes maand moge duren.

» De regelen voorzien bij de artikelen 3, 4 en 5 voor het in observatie stellen gelden voor de aanvragen om verlenging.

» Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevanghouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke interneering wordt gelast overeenkomstig artikel 7. »

ART. 8.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« De beschikkingen van de Raadkamer waarbij de interneering wordt

sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

» Cet appel devra être interjeté dans les formes et les délais prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle et formé par déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

» Les décisions de la juridiction de jugement ordonnant ou refusant l'internement sont également susceptibles d'appel. L'appel sera soumis aux mêmes formes. »

ART. 13.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une Commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire, désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un membre du barreau choisi par le Ministre de la Justice sur une double liste de trois noms présentée par M. le Procureur du Roi et le Bâtonnier de l'Ordre et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.

» Les membres de la Commission sont nommés pour un an; ils ont chacun un suppléant. Un employé, désigné par le Ministre de la Justice, fait fonction de secrétaire. »

ART. 22.

Libeller comme suit l'alinéa 2 :

« Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme, suivant les distinctions établies par l'article 19, après avoir pris ... »

ART. 24.

A supprimer le mot « criminelle ».

gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep voor de Kamer van inbeschuldigingstelling.

» Dit beroep moet worden ingesteld in de vormen en binnen de termijnen voorzien bij artikel 203 van het Wetboek van strafvordering en opgemaakt bij verklaring ter griffie van de boetstraffelijke rechtbank.

» De beschikkingen van de rechtbank ter terechtzitting waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd, is ook vatbaar voor hooger beroep. Voor dit beroep gelden dezelfde vormen. »

ART. 13.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« Bij elke psychiatrische afdeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een werkelijk of een rustend magistraat, aangeduid door den eersten voorzitter van het Hof van beroep, uit een lid van de balie gekozen door den Minister van Justitie op een dubbele lijst met drie namen, voorgedragen door den Procureur des Konings en den Stafhouder der Orde en uit een geneesheer bij de afdeling door den Minister van Justitie aangewezen.

» De leden dezer Commissie zijn aangesteld voor een jaar; zij hebben ieder een plaatsvervanger. Een beambte, aangewezen door den Minister van Justitie, neemt het ambt van secretaris waar. »

ART. 22.

Den aanhef van lid 2 te doen luiden :

« Dit rechtscollege kan de interneering gelasten voor een nieuwen termijn overeenkomstig het bij artikel 19 bepaald onderscheid, na inzonderheid »

ART. 24.

Het woord « crimineele » te doen wegvallen.

ART. 25.

A supprimer en tête de l'article les mots : « Hormis pour les crimes et délits politiques ».

Ajouter un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques, lorsque la nouvelle infraction est politique. »

ART. 25.

Bij den aanhef van het artikel de woorden : « Behalve voor de politieke misdaden en wanbedrijven », te doen wegvallen.

Een derde lid toe te voegen, luidende :

« Dit artikel is niet van toepassing wanneer vroegere veroordeelingen werden uitgesproken wegens politieke misdrijven, noch wanneer het nieuwe misdrijf van politieken aard is. »

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 14 MAART 1929

Verslag uit naam der Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoonte-misdadigers.

(Zie de n^os 124 (B. Z. 1925); 341, 355 (zitting 1925-1926); 211 (zitting 1926-1927); 11, 58, 59 (zitting 1927-1928) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 23, 30 Juni 1926, 2 en 7 Juli 1926, 6, 7, 13, 21 en 22 December 1927, 18, 19 en 25 Januari 1928, en n^o 52 (zitting 1927-1928) van den Senaat.)

Aanwezig: de heeren BRAUN, voorzitter; ASOU, DE LEY, DISIÈRE, DU BOST, LECLERCQ, LIGY, PAULSEN, VAN FLETEREN en TSCHOFFEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het Wetsontwerp dat de Kamer heeft goedgekeurd met 119 tegen 10 stemmen en 23 onthoudingen is de einduitslag van een langdurig en gewetensvol onderzoek.

Vanaf 14 Februari 1923 werd het door den heer Masson, Minister van Justitie, bij het Parlement aanhangig gemaakt (*Stuk n^o 151*).

In zijn oorspronkelijken vorm beoogde het ontwerp drie soorten misdadigers: de abnormalen, de recidivisten, de jeugd.

Vanaf December 1924 werden er twee verslagen ter tafel gelegd, het eene door den heer Vandervelde, over de maatregelen voorzien ten opzichte der abnormalen (*Stuk n^o 34*), het andere door Graaf Carton de Wiart, over de recidivisten en de misdadige jeugd (*Stuk n^o 38*).

Beide verslagen besloten tot goedkeuring van het ontwerp.

Daarop kwamen de verkiezingen van 1925 zonder dat de Kamer zich had

kunnen bezighouden met de bespreking der verslagen.

Vooraleer het ontwerp, waarover aldus verslag werd uitgebracht, bij het Parlement andermaal in te dienen, verzocht de heer Tschoffen, Minister van Justitie, het Bestendig Comité van den Raad voor wetgeving hetzelfde te onderzoeken.

Op 4 Augustus 1925 (*Stuk n^o 124*), legde hij in de Kamer ter tafel het ontwerp geamendeerd volgens de wenken van bedoelden raad.

Op 9 en 10 Juni 1926 werd over het aldus gewijzigde ontwerp verslag uitgebracht door de heeren Soudan en Carton de Wiart (*Stukken n^{os} 335 en 341*).

Een eerste onderzoek deed de Kamer er toe besluiten andermaal het advies der Commissie van Justitie in te winnen over zekere bepalingen van het ontwerp die heftig verzet hadden uitgelokt.

Achtereenvolgens op 25 Mei 1927 (*Stuk n^o 211*) en bij den aanvang der zitting 1927-1928 (*Stuk n^o 11*) dienden de heeren Soudan en Carton de Wiart een aanvullend verslag in.

In dezen toestand vatte de Kamer het definitief onderzoek van het ontwerp aan en zij besteedde daaraan de vergaderingen van 6, 7, 13, 21, 22 December 1927, 18, 19 en 25 Januari 1928.

Het lijkt niet betwistbaar dat de door haar goedgekeurde teksten de ingediende ontwerpen verbeteren.

Al te veel en vaak ongegronde kritiek wordt gericht tegen de methoden van parlementairen arbeid, dan dat het niet zou billijk zijn te doen opmerken dat, voor dit nochtans kiesche en ingewikkeld vraagstuk, de Kamer heeft blijk gegeven van omzichtigheid en doorzicht.

* * *

Eene opmerking van hoofdzakelijk belang : al de bepalingen, die in het oorspronkelijk ontwerp betrekking hadden op de misdadige jeugd, werden door de Kamer uit het geheel gelicht.

Daarmede moeten wij ons niet meer bezighouden.

Ons onderzoek moet enkel slaan op de bepalingen betreffende de abnormalen en betreffende de gewoonte-misdadigers.

* * *

Op den drempel van dit verslag, is eene opmerking geboden die gemeen is voor beide deelen van het ontwerp : wij staan tegenover een complex bepalingen die eene betere *bescherming der maatschappij* moeten verzekeren tegen de ongeoorloofde daden waaraan de abnormalen en de recidivisten zich schuldig maken.

Zoo het ontwerp zich bezighoudt met de intellectueele opleiding en met de zedelijke verbetering der delinquenten, dan streeft het er vooral naar de collectiviteit te beschermen, samen met ieder der enkelingen waaruit zij bestaat, tegen de misdaden dezer delinquenten.

Het raakt niet aan de beginselen van het Wetboek van strafrecht van 1867, uitsluitend gesteund op het begrip der verantwoordelijkheid, die blijft en moet

blijven de grondslag der beteugeling, maar het stelt vast dat de toepassing dezer beginselen, zonder steeds in het voordeel te zijn van diegenen die vóór het bestraffend rechtscollege verschijnen, al te vaak de maatschappij zonder verdediging laat tegen de gevolgen van de smetten waardoor sommige harer leden aangetast zijn. Het is vooral deze leemte die het ontwerp wil aanvullen.

* * *

De verdediging der maatschappij tegen de abnormalen.

Ter uitzondering van artikel 76, dat enkel de doofstommen op het oog heeft, houdt het Wetboek van strafrecht zich enkel bezig met de abnormalen in een enkele zijner bepalingen.

Artikel 71 beslist « dat er geen overtreding bestaat wanneer de beschuldigde of de verdachte in staat van krankzinnigheid verkeerde op het oogenblik van het feit ».

De wet erkent dus enkel als geestesstoring de volledige krankzinnigheid; en dan nog houdt de rol van den rechter op wanneer hij de krankzinnigheid van den verdachte vaststelt; hij moet hem van de vervolgingen ontslaan en het behoort aan het openbaar ministerie hem te doen opsluiten.

De opgesloten verdachte wordt gelijkgesteld met de krankzinnigen, die geen delinquenten zijn; zoodra de geneesheer van het gesticht hem genezen verklaart, wordt hij op vrije voeten gesteld en de wetten van 18 Juni 1850 en 18 December 1873 geven aan het openbaar ministerie enkel een denkbeeldig verhaal om deze vrijlating te vermijden.

Wat gewordt er onder de huidige wetgeving van de verdachten die, zonder « krankzinnigen » te zijn volgens de beteekenis der wet, nochtans zwakzinnigen, verstandelijk minderwaardigen zijn wier verantwoordelijkheid wordt verzacht in de maat waarin hun verstand, met hunnen wil, is aangetast ?

Doorgaans matigen de rechtbanken

de straf tegen deze abnormalen uitgesproken, met verzachtende omstandigheden aan te nemen gesteund op hunne beperkte verantwoordelijkheid.

Deze beslissingen zijn soms onrechtvaardig en bijna altijd ongepast en ontoereikend.

De geesteskranke wordt in de gevangenis opgesloten juist zooals een gezonde van geest; de opsluiting geneest hem niet, zij werkt niet in op zijn verstand, zij loopt gevaar op zijn wil minder invloed te hebben dan indien hij bekwaam was volledig te onderscheiden; hij wordt vrijgelaten na des te korteren tijd te zijn opgesloten geweest daar hij meer gevaarlijk is vermits hij minder bekwaam is toezicht uit te oefenen over zijne daden en die daden te besturen.

Het ontwerp strekt er toe dezen toestand te verhelpen door een complex maatregelen die ten doel hebben bij den verdachte de zwakzinnigheid op te sporen, hem buiten staat te stellen te schaden, hem bijzondere zorgen te verzekeren door zijn toestand vereischt; zoodat hij niet worde teruggeschonken aan de maatschappij vooraleer hij bij machte zij, indien hij w.l. te weerstaan aan de verlokking zijner kwade neigingen.

Wordt dit doel ten volle bereikt ? Het ware gewaagd zulks te verklaren.

Men kan evenwel bevestigen dat de goedkeuring van het ontwerp er zal toe bijdragen de actie der openbare besturen beter aan te passen, eensdeels aan de noodwendigheden der verdediging van de maatschappij, en anderdeels aan de wettige eischen eener beteugeling, die enkel ten volle gewettigd en ten volle doeltreffend zal zijn, indien zij gepaard gaat met de zedelijke opbeuring en de lichamelijke verbetering van den verdachte.

EERSTE HOOFDSTUK.

Het in observatie stellen van de verdachten.

De artikelen 1 en 2 voorzien dat, hetzij van ambtswege, hetzij op de

vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van den verdachte of van dezes raadsman, de rechtbanken in raadkamer of ter terechtzitting, vóór dat er een definitieve beslissing wordt getroffen, den verdachte in observatie mogen stellen in de psychiatrische afdeling van een strafinstelling.

Men heeft in deze nieuwigheid eene gevaarlijke uitbreiding gezien van de wet op het voorarrest, waarvan de toepassing, men moet het wel toegeven, gepaard gaat met betreuenswaardige misbruiken.

Wij meenen dat de opwerping niet in aanmerking kan worden genomen, gezien de waarborgen waarmede de bestreden maatregel gepaard gaat, en gezien de voorwaarden waaraan hij is onderworpen.

Vatten wij ze beknopt samen :

1° Het in observatie stellen mag enkel worden gelast in de gevallen waarin de wet het voorarrest toelaat. (Zie de wet van 20 April 1874, 1^{ste} artikel);

2° En voor zooveel « er redenen bestaan om aan te nemen dat de verdachte verkeert in staat van krankzinnigheid of in ernstigen staat van geestesstoring of geesteszwakheid, waardoor hij onbekwaam wordt toezicht uit te oefenen over zijne daden »;

3° Het in observatie stellen kan enkel voor één maand worden gelast. Het kan worden hernieuwd zonder ooit een totaal tijdperk van zes maand te mogen overschrijden;

4° De proceduur wordt derwijze ingericht dat de verdachte nuttig zijne opmerkingen kan doen gelden hetzij persoonlijk hetzij mits bijstand van een raadsman;

5° Het recht van beroep tegen het bevelschrift tot in observatie stellen wordt steeds voorbehouden aan het openbaar ministerie en aan den verdachte;

6° De verdachte mag eischen dat de verhandelingen openbaar zouden zijn.

Deze gezamenlijke waarborgen zijn voldoende opdat het beginsel van het in observatie stellen worde gehandhaafd.

Uwe Commissie heeft geoordeeld dat er zekere geringe wijzigingen dienen toegebracht aan den door de Kamer goedgekeurden tekst.

ART. 2.

Zij stelt u voor de woorden « hetzij van ambtswege » te doen wegvallen.

Men ziet niet in dat, vermits de wet de tusschenkomst van het openbaar ministerie, van den verdachte of van zijn raadsman voorziet, het noodig is te bepalen dat bedoelde maatregel door den rechter uit eigen beweging zou kunnen worden getroffen.

Dit recht ware trouwens moeilijk overeen te brengen met de waarborgen voorzien bij de artikelen 3 en 5.

ART. 3.

Uwe Commissie stelt voor een 6^e lid toe te voegen, luidende : « De verdachte mag steeds de zorgen van de door hem gekozen geneesheeren ontvangen en hun advies overleggen omtrent de gepastheid van zijn in observatiestelling. »

ART. 6.

Het woord « raadkamer » is ongepast vermits het hier gaat om het « bevoegde rechtscollege in raadkamer uitspraak doende ».

Deze bewoordingen worden hier dus gebezigd in een andere beteekenis dan die welke zij hebben in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp en in het Wetboek van strafvordering.

Uwe Commissie zou den volgenden tekst willen voorstellen :

« De observatietijd duurt ten hoogste een maand.

» Blijkt, na afloop van dezen termijn, de observatie nog onvoldoende, dan kan het rechtscollege dat de observatie heeft gelast, of, zoo het niet zetelt, de kamer

van inbeschuldigingstelling de verlenging voor ten hoogste een maand gelasten. Deze verlenging kan worden hernieuwd zonder dat de observatie in geen geval langer dan zes maand moge duren.

» De regelen voorzien bij de artikelen 3, 4 en 5 voor het in observatie stellen gelden voor de aanvragen om verlenging.

» Zoodra de observatie ten einde is wordt de verdachte, enz... »

HOOFDSTUK II.

De interneering van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestesstoornis of geesteszwakheid.

Een principieel beheerscht dit gansche hoofdstuk : de interneering van krankzinnigen of geesteszwakken is geen straf.

Zooals de Memorie van Toelichting het aangeeft : « worden de abnormalen niet behandeld als delinquenten doch als zieken; dit heeft de wet van 15 Mei 1912 ten aanzien van de kinderen gedaan. De interneering is tevens een maatregel van sociale bescherming en van menschlievendheid; de abnormale, die onschadelijk wordt gemaakt, wordt onderworpen aan een wetenschappelijke leefregel. »

Hoofdstuk II van het ontwerp dat de interneering toelaat en regelt, bevat een belangrijke nieuwigheid.

Het voorziet dat de interneering kan worden gelast door de rechtbanken in raadkamer.

Daaruit volgt dat dit rechtscollege eventueel te beslissen heeft of de geïnterneerde een daad heeft bedreven die door de wet als misdadig of wanbedrijf wordt bestempeld, en of hij in de staat van geestelijke minderwaardigheid verkeert voorzien bij artikel 1.

De rechtbank in raadkamer wordt aldus gelijkgesteld met de rechtbank ter terechtzitting.

Men heeft nutteloos en zelfs wreed

geacht, zoo'dra het zeker bleek dat de verdachte niet toerekenbaar was, hem voor de rechtbank te brengen.

Doch om de rechten der verdediging te vrijwaren, wordt voorzien dat de verdachte eischen mag dat getuigen zouden worden gehoord, zooals voor een rechtbank ter terechtzitting, en het recht van beroep blijft hun voorbehouden.

Het leek ons nuttig de bepalingen inzake het recht van beroep aan te vullen.

De Commissie stelt voor artikel 8 te doen luiden :

« De beschikkingen van de raadkamer waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep voor de kamer van inbeschuldigingstelling.

» Dit beroep moet worden ingesteld in de vormen en binnen de termijnen voorzien bij artikel 203 van het Wetboek van strafvordering en opgemaakt bij verklaring ter griffie van de boetstraffelijke rechtbank.

» De beschikking van de rechtbank ter terechtzitting waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd is ook vatbaar voor hooger beroep. Voor dit beroep gelden dezelfde vormen.»

HOOFDSTUK III.

Uwe Commissie sloot zich bij de bepalingen van dit hoofdstuk aan.

Zij vroeg zich echter af of de redenen waarop men zich beroept om de tusschenkomst van de Bestendige Deputatie te rechtvaardigen, in de aanduiding van een lid der Commissie, voorzien bij artikel 13, gegrond zijn.

Men ziet het nut van de tusschenkomst van een politiek lichaam in dergelijke zaak niet.

Wij stellen U voor artikel 13 te doen luiden :

« Bij elke psychiatrische afdeeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een werkelijk of een rustend magis-

traat aangeduid door den eersten voorzitter van het Hof van beroep, uit een lid van de balie gekozen door den Minister van Justitie op een dubbele lijst met drie namen, voorgedragen door den Procureur des Konings en den Stafhouder der Orde en uit een geneesheer bij de afdeeling door den Minister van Justitie aangewezen.

» De leden dezer Commissie zijn aangesteld voor een jaar, enz... »

HOOFDSTUK IV.

Geen opmerking.

Het blijft verstaan (art. 20) dat de geïnterneerde zich steeds mag laten onderzoeken door een geneesheer zijner keuze (art. 15).

Wat den vorm betreft werd een opmerking op den Franschen tekst van artikel 22, lid 2, gemaakt :

De uitdrukking « proroger » is verkeerd en dient bij gevolg te worden gewijzigd.

HOOFDSTUK V.

Uwe Commissie sloot zich aan bij de bepalingen van dit hoofdstuk.

Het onderzoek van dit hoofdstuk lokte enkel een opmerking bij de artikelen 24 en 25.

Ter Kamervergadering van 13 December 1927 (*Handelingen*, blz. 108 en volg.), was er voor het eerst sprake de artikelen 24 en 25 (alsdan 22 en 23), niet toe te passen op de politieke wanbedrijven.

Amendementen van den heer Soudan die vóór deze vergadering onbekend waren, deden aan deze beide artikelen de woorden « behalve voor politieke misdaden en wanbedrijven » voorafgaan, zoodat de tekst kwam te luiden :

« ART. 24 (vroeger 22).

» *Behalve voor de politieke misdaden en wanbedrijven*, worden de recidivisten,

in de gevallen voorzien bij de artikelen 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, *bij het vonnis of het arrest van veroordeeling* ter beschikking van de Regeering gesteld gedurende twintig jaar na afloop van hun straf.

» ART. 25 (vroeger 23).

» *Behalve voor de politieke misdaden en wanbedrijven, kunnen de recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artikelen 56 en 57 van het Strafwetboek, bij het vonnis of het arrest van veroordeeling, ter beschikking van de Regeering worden gesteld* gedurende tien jaar na afloop van hun straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar, na afloop van hun straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

» Dezelfde maatregel kan worden getroffen in geval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook, *die sedert vijftien jaar, na ten minste drie misdrijven te hebben gepleegd welke een correctionele gevangenisstraf van minstens zes maanden gevangenisstraf hebben medegebracht, een aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te behouden.* »

Bij de tweede lezing, op 18 Januari 1928, deed men uit artikel 24 de politieke *wanbedrijven* wegvallen, daar de wanbedrijven waren uitgesloten door den tekst zelve van artikel 24, welke enkel sloeg op de hervalling van misdaad op misdaad.

Bovendien weerde men, bij de tweede lezing, uit het zelfde artikel 24, de vermelding van artikel 55 van het Strafwetboek. Dit artikel slaat op de politieke misdaden. De heer Janson zegde echter in de Kamer op 18 Januari : « Daar het in de bedoeling van de Kamer ligt, niet toe te laten dat er hervalling zij wanneer er samenvoeging is van een politieke misdaad en een gemeenrechtelijke misdaad, of omgekeerd, zoo moet

men de vermelding van artikel 55 doen wegvallen ».

Zoo de Kamer niet wil dat, wegens een vroegere politieke misdaad, degene die een gemeenrechtelijke misdaad heeft begaan ter beschikking van de Regeering zou worden gesteld, toch wil zij ook niet dat degene, die vroeger wegens gemeenrechtelijke misdaad werd veroordeeld, dergelijken maatregel zou hoeven te ondergaan, zoo hij een politieke misdaad komt te bedrijven.

Uit het tegenwoordig artikel 24 zou men het woord « crimineele » kunnen weglaten, wat overbodig is vermits het artikel alleen slaat op hervalling van misdaad op misdaad.

Wat betreft artikel 25, lijdt het geen twijfel of de uitzondering voorzien bij den aanhef moet, volgens de bedoeling van de Kamer, van toepassing zijn op het geheele artikel, met inbegrip van lid 2 en beteekent zij vooral dat men voor de toepassing van dit artikel een uitzondering moet maken voor de politieke misdrijven.

Men zou dus bij den aanhef van artikel 25 de woorden : « Behalve voor de politieke misdaden en wanbedrijven » kunnen doen wegvallen en een lid invoegen dat lid 3 van artikel 25 worden zou, luidende :

« Dit artikel is niet van toepassing wanneer vroegere veroordeelingen werden uitgesproken wegens politieke misdrijven, noch wanneer het nieuwe misdrijf van politieken aard is. »

* *

Mits deze enkele opmerkingen is uwe Commissie eensgezind om aan den Senaat de goedkeuring van het ontwerp voor te stellen.

De Voorzitter,
ALEX. BRAUN.

De Verslaggever,
PAUL TSCHOFFEN.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 2.

A l'alinéa premier, à supprimer les mots « soit d'office ».

ART. 3.

Ajouter un sixième alinéa, libellé comme suit :

« L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation. »

ART. 6.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« La durée du placement en observation est d'un mois au plus.

» Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la juridiction qui a ordonné la mise en observation ou, si elle n'est pas en session, la chambre des mises en accusation peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le placement en observation puisse en aucun cas dépasser six mois.

» La procédure prévue pour la mise en observation par les articles 3, 4 et 5 s'applique aux demandes de prolongation.

» Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné, est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 7. »

ART. 8.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

In het eerste lid de woorden « hetzij van ambtswege » te doen wegvallen.

ART. 3.

Een zesde lid toe te voegen, luidende :

« De verdachte mag steeds de zorgen van de door hem gekozen geneesheeren ontvangen en hun advies overleggen omtrent de gepastheid van zijn in observatiestelling ».

ART. 6.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« De observatietijd duurt ten hoogste één maand.

» Blijkt, na afloop van dezen termijn, de observatie nog onvoldoende, dan kan het rechtscollege dat de observatie heeft gelast, of, zoo het niet zetelt, de kamer van inbeschuldigingstelling, de verlenging voor ten hoogste één maand gelasten. Deze verlenging kan worden hernieuwd zonder dat de observatie in geen geval langer dan zes maand moge duren.

» De regelen voorzien bij de artikelen 3, 4 en 5 voor het in observatiestellen gelden voor de aanvragen om verlenging.

» Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevanghouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke interneering wordt gelast overeenkomstig artikel 7. »

ART. 8.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« De beschikkingen van de Raadkamer waarbij de interneering wordt

sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

» Cet appel devra être interjeté dans les formes et les délais prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle et formé par déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

» Les décisions de la juridiction de jugement ordonnant ou refusant l'internement sont également susceptibles d'appel. L'appel sera soumis aux mêmes formes. »

ART. 13.

A remplacer par les dispositions suivantes :

« Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une Commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire, désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un membre du barreau choisi par le Ministre de la Justice sur une double liste de trois noms présentée par M. le Procureur du Roi et le Bâtonnier de l'Ordre et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.

» Les membres de la Commission sont nommés pour un an; ils ont chacun un suppléant. Un employé, désigné par le Ministre de la Justice, fait fonction de secrétaire. »

ART. 22.

Libeller comme suit l'alinéa 2 :

« Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme, suivant les distinctions établies par l'article 19, après avoir pris ... »

ART. 24.

A supprimer le mot « criminelle ».

gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep voor de Kamer van inbeschuldigingstelling.

» Dit beroep moet worden ingesteld in de vormen en binnen de termijnen voorzien bij artikel 203 van het Wetboek van strafvordering en opgemaakt bij verklaring ter griffie van de boetstraffelijke rechtbank.

» De beschikkingen van de rechtbank ter terechtzitting waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd, is ook vatbaar voor hooger beroep. Voor dit beroep gelden dezelfde vormen. »

ART. 13.

Te vervangen door de volgende bepalingen :

« Bij elke psychiatrische afdeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een werkelijk of een rustend magistraat, aangeduid door den eersten voorzitter van het Hof van beroep, uit, een lid van de balie gekozen door den Minister van Justitie op een dubbele lijst met drie namen, voorgedragen door den Procureur des Konings en den Stafhouder der Orde en uit een geneesheer bij de afdeling door den Minister van Justitie aangewezen.

» De leden dezer Commissie zijn aangesteld voor een jaar; zij hebben ieder een plaatsvervanger. Een beambte, aangewezen door den Minister van Justitie, neemt het ambt van secretaris waar. »

ART. 22.

Den aanhef van lid 2 te doen luiden :

« Dit rechtscollege kan de interneering gelasten voor een nieuwen termijn overeenkomstig het bij artikel 19 bepaald onderscheid, na inzonderheid »

ART. 24.

Het woord « crimineele » te doen wegvallen.

ART. 25.

A supprimer en tête de l'article les mots : « Hormis pour les crimes et délits politiques ».

Ajouter un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques, lorsque la nouvelle infraction est politique. »

ART. 25.

Bij den aanhef van het artikel de woorden : « Behalve voor de politieke misdaden en wanbedrijven », te doen wegvallen.

Een derde lid toe te voegen, luidende :

« Dit artikel is niet van toepassing wanneer vroegere veroordeelingen werden uitgesproken wegens politieke misdrijven, noch wanneer het nieuwe misdrijf van politieken aard is. »